



Des milliers de travailleurs réclament le départ du système et de ses figures

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4770 - Jeudi 2 mai 2019 - Prix : 10 DA

Ligue 1 Mobilis

30 joueurs touchent plus de 3 millions DA par mois

Page 24

Des «assurances» pour le ramadhan

Les prix référentiels seront-ils respectés ?

Page 2

Salamé vs Haftar

Par Mohamed Habili

Que Ghassan Salamé mette en garde le monde contre le danger que représenterait le maréchal Khaftar pour son pays, on peut le comprendre de la part de quelqu'un qui sans doute estime avoir travaillé sans relâche pour une solution négociée à la crise libyenne, pour voir à la fin un « seigneur de la guerre » réduire à néant tous ses efforts entrepris en ce sens. Des efforts qui de plus étaient peut-être sur le point d'aboutir. Quelqu'un qui a attendu que le secrétaire général de l'ONU soit présent à Tripoli pour déclencher son offensive en vue d'instaurer l'hégémonie de son camp, celui de Tobrouk, alors qu'il aurait pu au moins attendre que Guterres ait quitté le pays, n'est en aucune façon quelqu'un de recommandable, nous dit en filigrane l'émissaire onusien. Plus tôt l'Egypte, l'Arabie saoudite, la France, la Russie et les Etats-Unis, et tous ceux qui d'une manière moins visible font la même chose qu'eux, apprendraient quel genre d'homme est cet homme, plus vite ils rattraperaient l'erreur commise par eux en méconnaissance de cause. Il n'est pas de règle qu'un émissaire onusien donne son sentiment sur le chef d'un des protagonistes en présence, quoi qu'il ait fait celui-ci, car tout ce qu'il peut en dire sera en quelque sorte retenu contre lui, avec pour premier effet de rendre plus compliquée la tâche dont il est en charge. Pour Salamé, ces pays qui arment Haftar tout en empêchant sa condamnation unanime seraient bien inspirés de s'aviser d'une chose le concernant, c'est qu'il n'est pas un démocrate.

Suite en page 3

Tout en appelant à «des présidentielles le plus tôt possible»

Gaïd Salah : le dialogue, seul moyen de sortie de crise



«Je demeure entièrement convaincu qu'adopter le dialogue constructif avec les institutions de l'Etat est l'unique moyen pour sortir de la crise», a affirmé Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, lors de sa visite de travail effectuée à la 5^e Région militaire, où il a également réitéré son engagement à accompagner le peuple et les institutions de l'Etat dans cette phase que vit le pays. Lire page 2

Numérisation et modernisation du service public

L'administration électronique gagne du terrain

Page 3

Musique

La Journée internationale du jazz célébrée à Alger

Page 13

Tout en appelant à «des présidentielles le plus tôt possible»

Gaïd Salah : le dialogue, seul moyen de sortie de crise

■ «Je demeure entièrement convaincu qu'adopter le dialogue constructif avec les institutions de l'Etat est l'unique moyen pour sortir de la crise», a affirmé Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, lors de sa visite de travail effectuée à la 5^e Région militaire, où il a également réitéré son engagement à accompagner le peuple et les institutions de l'Etat dans cette phase que vit le pays.

Par Lynda Naili

«Je demeure entièrement convaincu qu'adopter le dialogue constructif avec les institutions de l'Etat, est l'unique moyen pour sortir de la crise, étant conscient que le dialogue est l'un des moyens les plus civilisés et les plus nobles dans les relations humaines et la voie la plus judicieuse pour présenter des propositions constructives, rapprocher les points de vue et atteindre un consensus autour des solutions disponibles», a en effet affirmé le général de corps d'Armée.

Appelant à faire «prévaloir les intérêts suprêmes de la Nation», Gaïd Salah dira que «l'adhésion de nombreuses personnalités et partis à l'idée de l'importance d'adopter le principe de dialogue, qui doit aboutir à des mécanismes raisonnables de sortie de crise. C'est là une position qui leur sera reconnue durant cette phase, où l'intérêt de la Nation doit être le dénominateur commun entre toutes les parties». Et de rappeler que «l'ensemble des dispositions jusque-là prises a suscité un consensus national que nous avons perçu à travers les slogans scandés lors des marches dans différentes wilayas du pays, à l'exception de certaines parties qui rejettent toutes les initiatives proposées, et œuvrent à semer les graines de la discorde en conformité avec leurs intérêts étroits et ceux de leurs commanditaires». Sauf que, relèvera-t-il, «les intentions malveillantes de ces parties ont été démasquées et dénoncées par les différentes franges du peuple, qui ont fait preuve d'une conscience nationale exceptionnelle et authentique, dans la mesure où elles ont rejeté leurs thèses visant à porter atteinte à la crédibilité et aux efforts des institutions de l'Etat à dégager et trouver des sorties de crise pacifiques».

«En conséquence, poursuivra-t-il, il y a lieu de s'armer de prudence pour ne pas tomber dans le piège visant à perturber les manifestations pacifiques et les dévier de leur objectif par des agissements hostiles à la patrie, à son intégrité territoriale ainsi qu'à exploiter ces manifestations afin de porter atteinte à la sécurité nationale du pays et mettre en danger son unité nationale».

Le général de corps d'Armée a ainsi rappelé que l'Algérie, pays de tous les Algériens, est redevable à tous ses enfants, d'être sur leur garde et conscients des dangers et menaces qui guettent leur pays, ce qui requiert de la vigilance et de la prudence. En ces termes, Gaïd Salah dira : «Les propositions de l'Armée nationale popu-



Ph/D. R.

laire découlent de sa conscience quant à l'importance de cette phase dans l'histoire du pays et la responsabilité historique qui lui échoit ainsi qu'à tous les Algériens fidèles et dévoués à leur patrie, qui ne veulent pas du mal à leur pays».

«Des élections présidentielles le plus tôt possible»

Par ailleurs, rappelant «l'attachement profond du Commandement de l'Armée nationale populaire à la Constitution, cautionnée par le peuple», Ahmed Gaïd Salah,

appellera «à réunir les conditions idoines pour l'organisation des élections présidentielles le plus tôt possible, du fait qu'elles constituent la solution idéale pour sortir de la crise, faire face à toutes les menaces et dangers qui guettent notre pays et déjouer les desseins hostiles visant à nous mener vers le vide constitutionnel et entraîner le pays dans les spirales de l'anarchie et la déstabilisation». La raison est que, dira le général-major, «ce mécanisme constitutionnel permettra d'élire un président de la République ayant la légitimité et les prérogatives pour concrétiser le reste des revendications populaires légitimes et constitue la règle de base pour que notre pays reprenne le cours du développement et de l'éducation».

«De gros dossiers de corruption transmis à la justice»

«De gros dossiers de corruption transmis à la justice»

«Les services du MDN détiennent des informations certaines et avérées sur des gros dossiers de corruption que j'ai personnellement suivis et qui ont été transmis à la justice pour enquête et poursuites des personnes impliquées», a soutenu le chef de l'état-major de l'ANP. Soulignant

que «des sommes astronomiques ont été volées», il insistera sur la nécessité d'«éviter tout retard dans le traitement de ces dossiers loin de toute injustice et règlements de compte». Et pour cause, dira-t-il, «le retard sera en faveur des corrupteurs». En outre, indiquant que «cette opération d'assainissement de la corruption n'est qu'à ces débuts», le vice-ministre de la Défense rappellera «les garanties qu'offre l'ANP aux services judiciaires pour la poursuite et le jugement des corrupteurs» en vue de «protéger l'économie nationale».

L. N.

Des «assurances» pour le ramadhan

Les prix référentiels seront-ils respectés ?

Gouvernement et associations rassurent sur la disponibilité des produits alimentaires durant le mois de ramadhan qui débute dans quelques jours. L'Exécutif pourra-t-il freiner les pratiques spéculatives récurrentes qui érodent le pouvoir d'achat des ménages chaque mois sacré ?

Le gouvernement semble réunir toutes les conditions pour que le citoyen ne se plaigne pas durant le mois de ramadhan. Pour y parvenir, l'Exécutif promet une offre suffisante en produits alimentaires et un niveau de prix accessible à tous les consommateurs. Sa feuille de route prévoit donc la lutte efficace contre toute pénurie et flambée des prix. Aussi, l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca) assure qu'il n'y aura aucune pénurie de produits de large consommation durant le ramadhan prochain, saluant, à l'occasion, la décision de fixer des prix référentiels pour certains fruits et légumes. «L'établissement de prix référentiels a pour but de préserver à la fois les droits des commerçants, des producteurs et des consommateurs, de garantir la transparence des prix et de permettre au citoyen de signaler aux services de contrôle tout dépassement relatif aux prix», explique le président de l'Anca, Hadj Tahar Boulouar, lors d'une

conférence de presse animée au siège de l'Anca en prévision du ramadhan. Il y a lieu de signaler qu'à quelques jours du jeûne, les produits alimentaires de large consommation sont disponibles sur les marchés de la capitale mais les prix des produits agricoles et alimentaires ont subitement augmenté, en dépit de leur disponibilité, a-t-on constaté dans plusieurs marchés de fruits et légumes à Alger. Reste à savoir si le nouveau dispositif et le plafonnement des prix pourront contrer les pratiques spéculatives et protéger le pouvoir d'achat des citoyens.

Les prix référentiels de certains produits dévoilés

Les prix référentiels de certains produits ont été dévoilés lors de cette rencontre. Ainsi, le prix de la pomme de terre variera entre 45 et 50 DA, la tomate entre 90-110 DA, le prix de l'oignon oscillera entre 30 et 35 DA, l'ail entre 100 et 150 DA, la courgette (65-80 DA), la laitue (60-70 DA), la carotte (55-60 DA) et la banane (230-250 DA). Pour ce qui est des viandes, le prix de la viande bovine congelée est fixé à 750 DA et les viandes surgelées entre 800 et 1 000 DA. Ainsi, Hadj Tahar Boulouar indique que les stocks de

viandes sont estimés à plus de 100 000 tonnes, en hausse de 40 000 tonnes par rapport aux mois précédents, ceux des fruits et légumes à près de 12 millions quintaux et le stock des jus et boissons à 250 millions litres. Concernant les marchés, M. Boulouar fait état de la réalisation de 600 marchés au niveau national qui seront ouverts durant le ramadhan en vue de mettre fin aux marchés parallèles et garantir la stabilité des prix et par conséquent mettre fin à la spéculation. Le président de l'Anca rappelle la mesure prise par le ministère du Commerce relative à la suppression du Droit additionnel provisoire de sauvegarde au profit des importateurs de viandes bovines, des fruits secs ou séchés et des bananes, ajoutant que les services du ministère intensifieront, deux jours avant le ramadhan, les opérations de contrôle au niveau des réseaux de stockage, en compagnie des agents de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales.

La disponibilité de ces produits sur le marché et les mesures prises par le gouvernement pour contrôler les prix, pourront-elles limiter le phénomène de la spéculation que nous rencontrons chaque année ?

Louiza Ait Ramdane

Journée internationale du travail

Des milliers de travailleurs réclament le départ du système et de ses figures

■ Les manifestants ont scandé des slogans pour le départ du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens, Abdelmadjid Sidi Saïd, qui devait démissionner le 27 avril dernier mais aussi le départ de tout le système.

Par Thinhinene Khouchi

A l'occasion de la Journée internationale du travail, des milliers de travailleurs, syndicalistes se sont rassemblés devant le siège national de l'UGTA pour réclamer le départ de Abdelmadjid Sidi Saïd, du système et de toutes ses anciennes figures. En parallèle, des centaines de citoyens ont gagné la rue afin de réclamer le changement. Rassemblés devant le siège national de l'Union générale des travailleurs algériens, des milliers de travailleurs et syndicalistes venus des différents wilayas du pays afin de réclamer le départ de Sidi Saïd ainsi que le changement profond du système ont été empêchés de marcher à la rue Hassiba Benbouali en direction du boulevard Amirouche puis se réunir avec les autres manifestants qui se trouvaient au niveau de la Grande poste. En effet, à l'occasion de la Fête internationale du travail, les travailleurs et syndicalistes ont décidé de tenir un rassemblement devant la maison du peuple à Alger ensuite marcher pacifiquement vers la Grande poste mais des policiers antiémeutes, fortement déployés, ont formé des cordons pour disperser les manifestants et surtout les empêcher d'effectuer leur marche. Les manifestants



Photo: Soraya J. A.

tants ont scandé des slogans pour le départ du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens, Abdelmadjid Sidi Saïd qui devait démissionner le 27 avril dernier mais aussi le départ du système. Tarek, travailleur nous confie : «il nous prend pour qui ? On réclame son départ depuis plus de 3 mois mais il semble ne pas prendre nos revendications au sérieux» ajoutant : «nous ne voulons plus de lui à la tête de l'UGTA car il n'a rien fait pour nous». Un autre manifestant,

retraité, nous a confié : qu'«il est temps de procéder à un assainissement total au sein de cette instance syndicale laquelle a perdu de sa crédibilité». «Vingt ans barakat. Qu'il rentre chez lui», criait ce manifestant retraité qui semblait en avoir gros sur le cœur. Devant le silence et la sourde oreille de Sidi Saïd, les syndicalistes ont appelé la population «travailleurs, travailleuses, étudiants, chômeurs...» à les soutenir et se joindre à eux dans le rassemblement qui se tiendra samedi prochain. De son côté,

Messis Abdelkrim, syndicaliste dans le secteur de l'éducation, a indiqué qu'«aujourd'hui, il y a des travailleurs, des syndicalistes, des retraités qui sont venus de Constantine, el Bayadh, Djelfa, Tissemsilt, Ouargla, Annaba, Blida et Tizi-Ouzou et on est là pour une seule et unique revendication, nous avons suspendu toutes nos revendications à caractère socio-professionnel pour réclamer une seule revendication le départ immédiat de Sidhoum Saïd» ajoutant : «et tant que ce dernier et son clan sont toujours à la tête de l'UGTA, on maintiendra la pression en organisant des rassemblements chaque samedi à 10h devant la Centrale syndicale». En plus du départ immédiat de Sidi Saïd, les mots d'ordre des manifestants étaient : «Dénoncer les dossiers de corruption dans lesquels Sidi Saïd est impliqué, départ de son clan, soutenir les syndicats exclus par la Centrale et rendre l'UGTA aux travailleurs». En parallèle, des citoyens se sont mobilisés devant le CHU Mustapha-Bacha où ils ont été aspergés de gaz lacrymogène. En effet, les empêchant de marcher sur la rue Hassiba Benbouali afin de manifester au niveau de la Grande porte, les policiers antiémeute ont tenté de les disperser en les aspergeant de gaz lacrymogène et en les incitant de force à quitter les lieux. **T. K.**

Marche à l'occasion du 1^{er} Mai à Béjaïa

Les travailleurs revendiquent le départ du régime

«Restons unis, l'unité et la constance, on ne lâche rien, «Ne changez pas de sujet», «La lutte jusqu'à la chute du régime», sont, entre autres, les slogans scandés et arborés sur des pancartes et banderoles par les travailleurs lors d'une marche de protestation organisée hier matin à Béjaïa, à l'occasion du 1^{er} mai, Journée internationale des travailleurs pour exiger le départ du régime et ses symboles. Les travailleuses et travailleurs qui ont participé à la marche à Béjaïa

estiment que «le 1er mai n'est pas un jour de fête mais un jour de lutte pour le changement du régime politique dans le pays», un changement qui permettra «la réhabilitation des travailleurs et la préservation de leur dignité». La foule constituée de plusieurs dizaines de travailleurs a arpenté le boulevard de la Liberté jusqu'au siège de la wilaya où un rassemblement a eu lieu. Les manifestants scandaient : «Système dégage», «pouvoir assassin, qu'ils partent tous...».

Notons qu'une table ronde citoyenne a été organisée par des jeunes du mouvement populaire pour débattre de la suite des manifestations, particulièrement, durant le mois de ramadan. Il s'agit de poursuivre les manifestations aussi bien durant la journée que durant les soirées du ramadan, affichant une grande détermination. Une table ronde a eu lieu mardi soir à la place Saïd-Mekbel où les participants ont réaffirmé leur intention de poursuivre le combat quelles

que soient les conditions. Il est utile de souligner que les maires ont mis en place une coordination dirigée par une présidence tournante composée de 07 maires. Cette instance est née pour contrer l'encadrement et l'organisation de l'élection présidentielle du 04 juillet prochain mais, aussi afin de débattre et défendre d'une seule et même voix les intérêts des collectivités locales et leur développement. **Hocine Cherfa**

LA QUESTION DU JOUR

Salamé vs Haftar

Suite de la page une
Sil était un démocrate, oui, semble-t-il dire, ils auraient quelque droit de l'aider à réunifier la Libye, même s'il y aurait beaucoup à dire sur la méthode employée par lui à cet effet. Mais comme de toute évidence, il n'est pas démocrate, alors du point de vue de la morale, ils n'auraient plus guère le choix, ils devraient dès à présent le laisser en plan, sans plus se soucier de son sort. Peut-être sans s'en apercevoir, l'émissaire onusien est ce disant en train de se présenter comme l'anti-Haftar, celui qui vise la même chose que lui, c'est-à-dire la réunification de la Libye, mais qui pour cela emploie de tout autres moyens. Le fait que l'offensive sur Tripoli ait été déclenchée à une encablure d'une conférence nationale libyenne, qui aurait pu être le couronnement de l'œuvre de Salamé en Libye, n'a pu que renforcer celui-ci dans cette façon assez personnalisée de voir les choses libyennes. La réalité, c'est que l'émissaire était condamné à l'échec, quelles que soient ses qualités personnelles. Quand on y pense, la raison en est simple. C'est que les factions libyennes ne tenant pas par elles-mêmes, mais par leurs soutiens respectifs extérieurs, il ne servait à rien de vouloir les amener sur un terrain d'entente. Cette œuvre n'était concevable que si toutes les parties prenantes à ce conflit, Libyens et non-Libyens, y consentaient. Or Salamé n'avait pour mandat de faire converger que ces mêmes acteurs libyens qui ne peuvent pas décider par eux-mêmes. Salamé était condamné à l'échec parce que son mandat ne s'étendait pas à tous les intervenants en Libye. Bien entendu, quand on dit ici Salamé, en fait c'est de l'ONU qu'il est question. Autre chose, il est pour le moins douteux que la réunification d'un pays puisse se faire par les moyens pacifiques démocratiques. La Libye ne s'étant pas divisée elle-même, mais par suite d'une agression extérieure, elle ne peut être réunifiée que par une action sur des forces centrifuges entretenues de l'intérieur comme de l'extérieur. Probablement d'ailleurs davantage de l'extérieur que de l'intérieur. **M. H.**

Numérisation et modernisation du service public L'administration électronique gagne du terrain

Le processus de modernisation de l'administration a connu une accélération sans précédent, à travers une série de mesures visant l'amélioration du service public par l'allègement des procédures administratives. En effet, les différentes réformes engagées depuis des années, dans le cadre de la simplification des procédures administratives ont permis d'accélérer les opérations de délivrance des documents administratifs au niveau des communes,

dairas et wilayas, à la grande satisfaction des citoyens. Contrairement aux années précédentes, les effets positifs de la modernisation des performances de l'administration, de la suppression de plusieurs documents dans la constitution des différents dossiers administratifs, du recours à Internet et de la disparition de la légalisation des copies, se font ressentir au niveau des administrations et des services publics. Il est désormais possible pour le

citoyen de demander des documents administratifs sans avoir à se déplacer, grâce aux portails électroniques ouverts par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, à l'instar de la carte nationale d'identité biométrique électronique (CNIBE). Il est également facile de récupérer instantanément plusieurs documents notamment la carte grise. Dans ce contexte, le Premier ministre, Nouredine Bedoui, a présidé

mardi la 6e réunion de la Commission interministérielle de coordination chargée du suivi de la numérisation des administrations, des organismes et des services publics, consacrée à «une évaluation d'étape» des actions engagées dans le cadre des travaux du Comité d'appui technique, a indiqué hier le Premier ministre dans un communiqué. Les rapports présentés par les différents intervenants «ont permis de mesurer l'état d'avancement

des étapes spécifiques, notamment en ce qui concerne la généralisation du Numéro d'identification nationale (NIN), la mise en œuvre de la signature et de la certification électroniques et du projet de réalisation du Data Center Gouvernemental, confié à un groupement d'entreprises publiques, et dont la réception est prévue pour la fin novembre de l'année en cours», a ajouté le communiqué.

Meriem Benchaouia

Message à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs

Bensalah : instaurer un climat d'entente...

■ Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a appelé, mardi, à instaurer un climat d'entente et à associer toutes les forces vives du pays à la recherche de solutions consensuelles, en concrétisation de la volonté du peuple souverain et la satisfaction de ses revendications légitimes.

Par Hasna Ch.

Dans un message à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, le chef de l'Etat a considéré impératif d'instaurer un climat de sérénité et d'entente et d'associer toutes les forces vives du pays pour la recherche de solutions consensuelles, en concrétisation de la volonté du peuple souverain, la satisfaction de ses revendications légitimes à une vie décente et son aspiration résolue à un changement radical avec le régime, pratiques et symboles. «La conjoncture difficile que traverse notre pays exige de chacun de nous d'être au rendez-vous de l'histoire, en mettant de côté nos différends et en focalisant notre effort sur notre volonté commune de préserver les fondements de notre nation et les acquis de notre Etat, fruits de plusieurs générations», a-t-il ajouté. Affirmant, à ce propos, que la construction de la patrie est une entreprise à mener par tous, sans marginalisation ni exclusive, sans sélectivité ni règlement de compte, M. Bensalah a estimé que c'est là une démarche à même de décanter les biens intentionnés des malveillants, qui ont mis et mettent en péril les intérêts suprêmes du pays. Il a rappelé que la célébration cette année intervient dans un contexte particulier, marqué par le sursaut salulaire de notre peuple, qui a capté les regards du monde entier. «Notre peuple a renouvelé, ainsi, son serment à



nos glorieux chouhada de bâtir un Etat consacrant la vertu et le mérite et respectant l'effort et l'abnégation ainsi que son appel aux loyaux enfants de la patrie à unifier les efforts pour la hisser aux rangs des pays développés», a-t-il ajouté. «La voix des Algériennes et Algériens a retenti, haut et fort, à travers toutes les contrées de notre pays sous un seul et même étendard rassemblant tous les courants de la société et traduisant leur attachement à l'unité nationale sacrée. Un écho résonnant de par le

monde, impressionné par le pacifisme, la régularité et le civisme de ses manifestations qui ont donné une image éloquent de l'immunité de notre patrie face à tout éventuel danger», a souligné le chef de l'Etat. «Aujourd'hui, notre pays a besoin d'un élan national pour relever le défi du développement durable, la création de richesses et la relance de l'économie afin d'assurer la prospérité et le progrès à notre peuple, contribuer à la création davantage d'emplois et offrir de larges horizons à nos jeunes en

un avenir prometteur», a poursuivi M. Bensalah. Appelant à réhabiliter la valeur et la sacralité du travail et à moraliser et assainir la vie publique, il a déclaré que «notre pari de gagner la bataille de la moralisation de la vie publique et la création d'une économie productive de richesses, et non rentière, ne peut être remporté qu'à travers la participation de tout un chacun, sans exclusion ni préférence, et dans un cadre participatif où règne la confiance mutuelle, se complètent les idées et rivalisent

les projets». S'adressant aux travailleurs et travailleuses, le chef de l'Etat a assuré que «notre Etat, qui poursuivra la défense de vos acquis, vous réitère son soutien pour davantage d'acquis et de réalisations». «De même qu'il restera attaché aux vertus du dialogue avec les partenaires sociaux et économiques afin d'ouvrir plus de perspectives devant les bonnes volontés pour participer au processus de développement, garant de notre sécurité nationale», a-t-il conclu.

H. Ch./APS

Rencontre

Le patrimoine immatériel connaît «une fragilité» et «un déclin»

Les participants aux journées de formation sur l'expression littéraire orale et les contes populaires ont estimé, mercredi à El-Atteuf (Ghardaïa), que ce patrimoine immatériel connaît «une fragilité bien visible, voire un déclin» avec l'introduction dans les foyers des médias et des moyens de communication modernes. Lors de ces journées (trois jours), initiées dans le cadre du Mois du patrimoine par l'association «Imekres» sur le patrimoine et folklore, en collaboration avec l'Office de protection et de promotion de la vallée du M'zab (OPVM), les intervenants ont plaidé pour la mise en place d'un inventaire du patrioi-

ne immatériel, composé d'arts populaires, de pratiques et de traditions sociales telles que les contes, légendes et mythes, ainsi que les chants poétiques, afin de les préserver. Les contes du M'zab, issus de l'imaginaire populaire, constituent une composante essentielle du patrimoine immatériel de la région, ont souligné les intervenants, précisant que cet héritage culturel imprégné de valeurs spirituelles islamiques participe à la fois à la cohésion sociale et à la dynamique culturelle. Ces contes populaires, transmis de génération en génération, sont aujourd'hui en péril, et la relève n'est plus assurée, les répertoires

s'appauvrissent, et les grand-mères sont de plus en plus absentes dans le processus de transmission de ce patrimoine, estiment des participants. A ce propos, M'hamed Loukal, du Conseil culturel de Sidi Bel Abbès, considère que «peu de jeunes s'intéressent aux contes populaires transmis par nos grand-mères, et on assiste ainsi à la disparition de ce patrimoine considéré comme la mémoire du peuple». «A travers cette manifestation culturelle, nous tendons à mettre en lumière les spécificités de ce patrimoine populaire immatériel de la région considéré comme un patrimoine riche et inestimable et de

mettre en place des mesures de collecte et de publication des contes et leur diffusion», a-t-il ajouté. Considérés à juste titre comme les gardiens des mémoires collectives, les conteurs et conteuses partagent avec les enfants la sagesse, les valeurs de solidarité et de tolérance ainsi que la morale et l'éducation autour d'histoires et légendes transmises de génération en génération dans la langue maternelle, a fait savoir de son côté le président de l'Association Imekres, Ahmed Bouhoun. Ces journées de formation, organisées sous le thème «Les contes populaires : creuset de la mémoire collective», propo-

sent à travers des ateliers plusieurs autres activités ludiques, des contes en faveur des enfants et des tables rondes et conférences animées par des chercheurs et spécialistes du conte populaire de différentes régions du pays. A travers cette manifestation dédiée aux contes populaires et l'expression orale, les organisateurs cherchent à participer à l'enrichissement du paysage culturel et artistique de la région de Ghardaïa et ambitionnent également de sensibiliser le grand public à l'importance de l'appropriation et de la valorisation de ce patrimoine ancestral.

Dalil Y.

En attente de l'installation de la totalité des équipements

Chiffa : l'ouverture du tronçon Sidi-Madani-El-Hamdania ajournée

L'ouverture à la circulation automobile du tronçon liant «Sidi-Madani» (Blida) à El-Hamdania (Médéa) interviendra «une fois la totalité des équipements de surveillance et de détection d'incendie installés et mis à l'essai», a déclaré, mercredi à Médéa, le ministre des Travaux publics et des

Transports, Mustapha Kouraba. «Nous veillons, avant toute chose, à ce que l'ensemble des équipements et des installations, prévus à l'intérieur des deux tunnels qui font la jonction entre la wilaya de Blida et Médéa, et garantissant la sécurité et le confort des usagers, soient achevés dans les meilleurs

délais et s'assurer de leur fonctionnalité, pour permettre la mise en exploitation de ce tronçon névralgique de 10 km», a indiqué le ministre, en marge de l'inspection des sections d'autoroute nord-sud encore en chantier. «Notre souci majeur est de réunir toutes les conditions de sécurité routières et de garantir le bon

fonctionnement des équipements en cours d'installation au niveau des deux tunnels, pour programmer la mise en service de ce tronçon», a tenu à rassurer le ministre. Il a ajouté que «des instructions ont été données à l'entreprise en charge de ce projet pour achever ces installations au courant du mois de mai». M.

Kouraba a souligné l'engagement de son département à «honorer tous les travaux ordonnés et qu'aucun retard de paiement ne sera enregistré», assurant que les questions de financement «sont prises en charge et chaque intervenant dans ce projet structurant sera payé au dernier centime».

Hania H.

Hydrocarbures

Sonatrach continuera à «placer le partenariat» au centre de sa stratégie de développement

■ La compagnie nationale des hydrocarbures, Sonatrach, continuera à placer le partenariat avec les compagnies internationales, désirent investir en Algérie, au centre de sa stratégie de développement, a affirmé son P-dg, Rachid Hachichi.

Par Salem K.

Dans une lettre qu'il a adressée aux personnels de Sonatrach, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des travailleurs, M. Hachichi a précisé que le partenariat constituait un «choix historique et stratégique» pour son groupe. «Notre groupe continuera à développer ses relations de partenariat avec les compagnies internationales désirent investir en Algérie. Le partenariat qui constitue un choix historique et stratégique de notre groupe, est un élément majeur dans notre stratégie de développement et particulièrement dans le domaine de l'exploration et de la production», a-t-il soutenu. Selon M. Hachichi, le groupe Sonatrach «continuera à œuvrer au renforcement des relations de partenariat, basées sur le respect mutuel, afin d'améliorer ses capacités de découvertes et d'exploitation d'hydrocarbures aussi bien en Onshore qu'en Offshore». Installé dans ses fonctions le 24 avril dernier, M. Hachichi a affirmé son engagement à œuvrer pour «pour



suivre le développement de Sonatrach, société, qui, depuis sa création, ne cesse de contribuer à l'essor économique et social de notre pays». Pour lui, Sonatrach, à l'instar des autres

compagnies pétrolières, qui exercent des métiers complexes et qui évoluent dans un environnement incertain et très volatil, «a besoin aujourd'hui, de mobiliser toutes ses énergies et ses forces

vives pour relever les défis et assurer la sécurité énergétique à long terme de l'Algérie, à travers la valorisation de toutes les ressources en hydrocarbures que renferme notre domaine minier». Pour ce faire, le groupe doit «penser et agir, à court et moyen terme, pour atteindre les objectifs de production et de commercialisation grâce à une gestion rationnelle des ressources, tout en gardant le cap sur le long terme à travers une vision claire et partagée», explique-t-il. «Aujourd'hui, Sonatrach est davantage sollicitée pour continuer à assumer son rôle de locomotive de l'économie nationale, notamment en raison de la conjoncture économique que traverse notre pays», a-t-il soutenu. Il a, dans ce contexte, mis l'accent sur l'impératif de «concentrer d'importants efforts sur le renouvellement des réserves et l'amélioration de la production d'hydrocarbures et leurs dérivés». «Je suis rassuré et totalement convaincu que nous disposons d'une ressource humaine, compétente et qualifiée, à la mesure des ambitions que se fixe notre groupe, pour

améliorer et consolider son rang d'acteur majeur dans le secteur des hydrocarbures aussi bien au plan national qu'international», a-t-il avancé. Estimant que les ressources humaines de Sonatrach constituent une «valeur certaine et durable», M. Hachichi s'est engagé à «améliorer les conditions de travail, consolider les acquis professionnels, de respecter les droits et leur exercice, dans le cadre de la réglementation et de garantir l'égalité des chances». Cela permettra, a-t-il écrit, «que tout un chacun contribue au développement de notre groupe dont l'importance stratégique pour l'économie nationale n'est plus à démontrer». M. Hachichi a, par ailleurs, assuré sa volonté d'œuvrer à «améliorer le climat professionnel en général pour que tout un chacun puisse trouver un environnement favorable à l'exercice de sa fonction ou de son métier dans le respect des mécanismes et instruments professionnels en vigueur, confortée par une relation de confiance empreinte de réciprocité».

S. K./APS

Commerce Chine/États-Unis

Les négociations reprennent à Pékin

Chine et États-Unis entrent mercredi à Pékin dans le vif du sujet concernant leurs négociations commerciales, au moment où les tractations semblent entrer dans une phase «décisive», selon Washington. Le chef des négociateurs chinois, le vice-Premier ministre Liu He, a accueilli souriant peu avant 09h00 (01h00 GMT) le secrétaire au Trésor américain, Steven

Mnuchin, et le représentant au Commerce, Robert Lighthizer, à la résidence diplomatique de Diaoyutai, un parc arboré de la capitale chinoise. Les négociateurs des deux pays ont échangé quelques amabilités devant les photographes dans une ambiance en apparence détendue et sous un ciel ensoleillé, le secrétaire au Trésor américain y allant d'une plaisanterie avec

son interlocuteur chinois sur leurs cravates rouges respectives. La veille, les deux délégations s'étaient retrouvés autour d'un dîner de travail. Selon la Maison-Blanche, les discussions devraient porter sur les questions de propriété intellectuelle et les transferts forcés de technologie imposés par la Chine aux entreprises étrangères, ainsi que la manière de vérifier l'applica-

tion d'un éventuel accord censé entériner les différends commerciaux entre les deux puissances. Pour obliger Pékin à changer ses pratiques jugées «déloyales», Washington a imposé en 2018 des droits supplémentaires de 10 à 25% sur 250 milliards de dollars de marchandises importées annuellement. Le géant asiatique a répliqué à ce bras de fer avec ses propres surtaxes

douanières sur 110 milliards de dollars de marchandises américaines. A la veille de son déplacement en Chine, M. Mnuchin a estimé que Pékin et Washington approchaient du moment décisif qui déterminera si un accord final est possible. Une nouvelle réunion est prévue le 8 mai à Washington où se rendront à leur tour les négociateurs chinois.

Mahi O.

Pétrole

Les cours remontent

Les cours du pétrole sont remontés mardi alors que la situation se tend au Venezuela et tandis que Ryad a affirmé bien vouloir augmenter sa production en réponse aux sanctions américaines en Iran, mais sans dépasser les quotas de l'Opep. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin, dont c'est le dernier jour d'utilisation comme contrat de référence, a fini à 72,80 dollars à Londres, en hausse de 76 cents par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril de WTI pour la même échéance a gagné 41 cents à 63,91 dollars. Après deux séances de baisse marquée, causées par des prises de bénéfices et par l'affirmation du président américain Donald Trump que l'Arabie saoudite allait augmenter sa production, les cours sont repartis à la hausse mardi.

Ryad a en effet adopté une ligne plus ambiguë que celle prônée par la Maison-Blanche. «Nous répondrons aux demandes de nos consommateurs», mais «nous ferons cela tout en restant

dans le cadre de l'accord Opep, nous le respectons», a affirmé le ministre de l'Énergie, Khaled al-Faleh, à l'agence publique russe Ria Novosti. «Les petites piques que s'échangent les

Saoudiens et M. Trump étaient à attendre», a commenté Edward Moya, analyste chez Oanda. Les investisseurs sont concentrés depuis plusieurs jours sur la manière dont les grands pays

producteurs, Arabie saoudite en tête, vont répondre au durcissement des sanctions américaines contre les exportations iraniennes. Outre l'Iran, «la possibilité d'un coup d'État au Venezuela est nettement plus inquiétante», a ajouté Edward Moya. Les analystes attendront par ailleurs mercredi les données hebdomadaires sur les réserves américaines par l'Agence américaine d'information sur l'Énergie (EIA). Pour la semaine achevée le 26 avril, les analystes tablent sur une hausse de 1,5 million de barils des stocks de brut, sur une baisse de 1,25 million de barils des stocks d'essence et sur une baisse de 750 000 barils des stocks d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole), selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg. N. T./Agences

Céréales

Le prix du blé en baisse sur le marché européen

LES PRIX du blé et du maïs ont baissé sur le marché européen Euronext, influencés par les marchés américains après un rapport du ministère américain de l'Agriculture sur l'état des cultures. Dans ce rapport hebdomadaire sur les avancées et les conditions de cultures au 28 avril, la surprise est venue des conditions des blés dans les champs nord-américains, en amélioration, alors que les attentes étaient à une stabilité, souligne Intercourtage. En Europe, Bruxelles a publié des chiffres hebdomadaires montrant un ralentissement des exportations de blé tendre à 364 665 tonnes (466 736 tonnes la semaine passée), mais qui restent supérieures au rythme objectif hebdomadaire de 309 900 tonnes. Dans le détail, la France a exporté 8,12 millions de tonnes et reste en tête des pays exportateurs de blé de l'UE (+204 400 tonnes) cette année, devant la Roumanie à 3,05 MT et l'Allemagne à 1,84 MT. Les destinations principales du blé européen sont d'abord l'Algérie (4,52 MT), l'Arabie saoudite (2,13 MT) et l'Égypte (1,69 MT). Mercredi soir, la tonne de blé perdait 50 centimes d'euro sur l'échéance rapprochée de mai, à 183,50 euros et 2 euros sur l'échéance de septembre, à 170,75 euros, pour quelque 38 000 lots échangés. La tonne de maïs, elle, perdait 25 centimes d'euro sur l'échéance de juin à 165,25 euros et 75 centimes sur celle d'août à 169,75 euros, pour quelque 1 148 lots échangés.

R. E.

Mines de fer de Tébessa

Un milliard DA de pertes occasionnées par la grève

■ Les pertes causées par la grève des employés de l'Entreprise nationale des mines de fer de l'Est (MFE) de la wilaya de Tébessa, depuis le 31 mars dernier, ont été estimées à 1 milliard DA, a indiqué le président-directeur général de cette entreprise.

Par Nabila T.

Le même responsable a précisé que les travailleurs de la mine de Ouenza ont engagé un mouvement de protestation depuis un mois, et ceux de la mine de Boukhadra sont en arrêt de travail depuis le 14 avril dernier, soulignant que les dégâts sont d'environ 1 milliard DA. Les travailleurs de la MFE ont lancé un mouvement de protestation réclamant de meilleures conditions socio-professionnelles, entre autres l'augmentation du salaire de base, de la prime d'intérêt, la prime de rendement individuelle et collective, ainsi que les remboursements en cas d'accident de travail, a fait savoir la même source. Le P-DG a affirmé que ce mouvement de protestation est «illégal» parce qu'il n'est pas conforme aux procédures légales d'usage, ajoutant que les conditions entre l'entreprise et le partenaire social conformément à un accord signé le 23 février dernier ont été bafouées. L'entreprise a entamé une procé-

sure judiciaire contre les protestataires, représentant 70% de l'ensemble des travailleurs, auprès du tribunal d'El-Aouinet, ordonnant qu'ils reprennent «immédiatement» leur activité, mais sans succès. Ces protestations ont affecté l'activité et l'exploitation des mines de Boukhadra et Ouenza, qui fournissent pas moins de 2,3 millions de tonnes de minerai de fer par an au complexe Sider d'El-Hadjar (Annaba), a fait savoir le responsable, soulignant que ce dernier



subit actuellement des «pertes» financières considérables, ce qui a également entraîné la suspension de l'activité du haut fourneau et plusieurs unités de la chaîne de production en raison de l'épuisement des stocks depuis jeudi dernier. Le responsable a égale-

ment fait état de la nécessité de maintenir le dialogue afin de trouver les solutions les plus convenables pour toutes les parties, appelant les protestataires à rejoindre leurs postes afin d'éviter de nouvelles pertes. A noter que la MFE de Tébessa qui regroupe

les mines de Boukhadra et Ouenza fournit annuellement pas moins de 2,3 millions de tonnes de minerai de fer au complexe Sider d'El-Hadjar, dont la production est notamment exportée vers les marchés internationaux.

N. T.

El Bayadh

Vaccination de plus de 356 000 têtes de bétail contre la peste des petits ruminants

Plus de 356 000 têtes de bétail ont été vaccinées dans la wilaya d'El Bayadh contre la peste des petits ruminants, a-t-on appris auprès de l'inspection vétérinaire de wilaya. La campagne de vaccination contre cette zoonose, lancée au début du mois de février dernier, a touché à ce jour plus de 316 000 têtes ovines et plus de 39 000 têtes

caprines. Tous les moyens humains et matériels, dont 75 vétérinaires privés et cinq de l'inspection vétérinaire et 780 000 doses de vaccin, ont été mobilisés pour la réussite de cette campagne ciblant 1 368 éleveurs à travers les communes de la wilaya et qui se poursuivra durant le printemps pour permettre à un grand nombre d'éleveurs et

maquignons de vacciner leur cheptel, a-t-on indiqué. Parallèlement, l'inspection vétérinaire de la wilaya a entamé une campagne de sensibilisation des éleveurs sur l'importance de vacciner leur bétail contre cette maladie, surtout suite à la réticence de certains.

Anissa H. /APS

Anissa H. /APS

Algérie-Poste

Plus de 150 jeunes installés dans leurs fonctions à Adrar

Au moins 155 procès-verbaux (PV) d'installation à l'unité d'Algérie-Poste d'Adrar ont été accordés à des jeunes de la wilaya, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale du travail. Cette opération d'encadrement en postiers, facteurs et accompagnateurs tend à renforcer et promouvoir le service public d'AP au niveau de 78 bureaux de poste et centre de distribution implantés à travers le territoire de cette wilaya, a indiqué le directeur de wilaya du secteur, Ahmed Becheikh. Il a fait état également de la régularisation de la situation de 49 travailleurs relevant du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) en contrats de travail aidé (CTA), et du recrutement de 13 chauffeurs avec des contrats à durée indéterminée pour la couverture des

bureaux de poste de la wilaya, y compris ceux implantés au niveau des wilayas déléguées de Bordj Badji-Mokhtar et Timimoun. Intervenant lors de la cérémonie de remise des PV, tenue à la maison de la culture d'Adrar, le même responsable a indiqué que cette journée est mise à profit pour évaluer les efforts et réalisations du secteur.

Cette démarche s'inscrit au titre d'une stratégie étudiée pour le recrutement des jeunes et l'amélioration de leurs conditions professionnelles, dans le cadre d'une commission mixte installée par le ministère de tutelle pour accompagner les travailleurs d'A-P et prendre en charge leurs préoccupations socioculturelles et sportives. La

célébration de la journée mondiale du travail a donné lieu à l'organisation d'une course avec la participation de plus de 200 facteurs, des deux sexes, à travers les artères principales de la ville d'Adrar, qualificative pour une représentation de la wilaya à une course nationale des postiers le 5 juillet prochain à Alger, dans le cadre de la célébration

de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse. Des portes ouvertes sur les activités d'Algérie-Poste et les équipements et moyens techniques et numériques pour l'amélioration des prestations du secteur, ont également été organisées à cette occasion.

A. O.

Relizane

Une production prévisionnelle de plus de 1,9 million de qx de céréales

Une production de plus de 1,9 million de quintaux (qx) de céréales est prévue dans la wilaya de Relizane, lors de la campagne moisson-battage agricole prochaine, soit une baisse de 600 000 qx par rapport à l'an-

née dernière, a-t-on appris mardi du directeur des services agricoles (DSA), Abdelkader Kettou, à l'occasion de la campagne moisson-battage agricole prochaine, soit une baisse de 600 000 qx par rapport à l'an-

née dernière, a-t-on appris mardi du directeur des services agricoles (DSA), Abdelkader Kettou, à l'occasion de la campagne moisson-battage agricole prochaine, soit une baisse de 600 000 qx par rapport à l'an-

potentialités, à l'instar de Mendès, Oued Rhiou, Ammi Moussa, Sidi M'hamed Benali, Ouled Yaiche et Zemmoura. Une production de plus de 1,2 million qx de blé tendre, de plus de 128 000 qx de blé dur, de plus de 469 000 qx

d'orge et de 52 000 qx d'avoine est prévue pour un rendement moyen de 15 qx/ha, a-t-on précisé, signalant que pour la réussite de cette campagne, 303 moissonneuses, 3 197 tracteurs et 37 camions sont mobilisés. La baisse de la production prévue cette année est due à plus de 13 000 ha endommagés, soit l'équivalent de 9 % de la superficie globale réservée aux céréales dans les régions de Yellel et El Matmar à cause du déficit pluviométrique aux mois de février et mars derniers. Les coopératives de céréales et légumes secs (CCLS) de Relizane et Oued Rhiou ont réservé 12 points de stockage de la récolte d'une capacité globale de plus de 1,2 million qx.

APS

El-Oued

Attribution de plus de 870 logements publics locatifs

Au moins 873 logements de type public locatif (LPL) ont été attribués cette semaine à leurs bénéficiaires à travers la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris des services de la wilaya. Ces logements, destinés en grande partie aux couches sociales à faibles revenus, ont été attribués dans deux communes, celles d'El-Meghaier (657) et de Reguiba (216), a-t-on précisé lors d'une cérémonie de remise symbolique de clés à certains bénéficiaires mardi

soir au siège de la wilaya. Le wali d'El-Oued, Abdelkader Bensaid, a annoncé, à cette occasion, l'attribution dans le courant de cette année de quelques 7.000 logements, de différentes formules de construction, dont 910 unités LPL, soulignant l'intérêt accordé par les services de la wilaya à la dynamisation de la cadence de réalisation des chantiers de l'habitat. L'année précédente (2018) avait vu l'attribution de 12.594 unités de logements de

différentes formules, ayant touché les 30 communes que compte la wilaya, a-t-on rappelé en précisant que la formule de l'habitat rural, dans le cadre de l'auto-construction, représente près de 50% des unités de logements déjà attribuées ou en voie de l'être. Les groupements d'habitat sont attribués une fois finalisés tous les aménagements extérieurs, les raccordements aux voies et réseaux divers et les espaces verts.

R R.

Brésil

Sanctions financières pour des universités ayant accueilli des manifestations

■ Le ministère de l'Éducation du Brésil a annoncé avant-hier avoir amputé de 30% les subventions annuelles de trois universités publiques accusées de «semer le désordre» en accueillant des manifestations contre le gouvernement du président d'extrême droite Jair Bolsonaro.

Par Aida M.

Le ministère a souligné dans un communiqué que ces coupes budgétaires étaient «en vigueur depuis la semaine dernière». Les établissements supérieurs en question, l'Université fédérale de Bahia (UFBA, nord-est), l'Université fédérale Fluminense à Niterói, près de Rio de Janeiro (UFF, sud-est) et l'Université Nationale de Brasilia (UNB, centre-ouest), ont accueilli récemment des «manifestations contre le fascisme» ou des débats avec des élus de gauche. «Les universités qui, au lieu d'améliorer leurs performances académiques, sèment le désordre, subiront des coupes budgétaires», a expliqué le nouveau ministre de l'Éducation Abraham Weintraub dans un entretien publié mardi dans le quotidien Estado de S. Paulo. «Nous avons reçu cette nouvelle avec surprise. Nous étions au courant de ces coupes budgétaires, mais nous voulions savoir quelles en étaient les raisons. S'il s'agit de ces raisons (exposées

par le ministre), elles sont injustifiées», a réagi le recteur de l'UFBA, Joao Carlos Salles, cité par le site d'informations locales Metro1. «L'université est un lieu de liberté d'expression», a-t-il conclu. «Quand les gens vont à l'université pour faire la fête, sécher les cours ou faire des séminaires qui n'apportent rien à la société, c'est de l'argent gaspillé», avait déjà affirmé le ministre le 10 avril, peu après son entrée en fonction en lieu et place du philosophe Ricardo Velez, limogé en raison de couacs à répétition. Le président



Bolsonaro avait déjà déclenché une vive polémique vendredi dernier en affirmant sur Twitter que son gouvernement envisageait de diminuer les fonds

publics alloués aux filières de philosophie et de sociologie dans les universités. «L'objectif est de se concentrer sur les filières qui génèrent un retour

immédiat au contribuable, comme les études de vétérinaire, d'ingénierie ou de médecine», avait-il expliqué.

A. M.

Etats-Unis

Les publicités pour l'alcool interdites sur les supports municipaux à New York

Le maire de New York a signé mardi un décret interdisant au nom de la santé publique les publicités pour l'alcool sur des supports appartenant à la ville, y compris abribus et kiosques à journaux. «Il n'y a aucun doute que trop de New-Yorkais luttent avec des problèmes d'excès de drogues et d'alcool», a souligné dans un communiqué le maire

démocrate Bill de Blasio. Cette mesure «réaffirme notre volonté d'arriver à plus d'égalité sanitaire et de protéger le bien-être des New-Yorkais», a-t-il ajouté. Selon la mairie, quelque 2 000 habitants de la ville sont morts en 2016 de causes liées à l'alcool, à l'origine de 110 000 visites aux urgences à New York la même année. Certains quartiers, comme celui,

traditionnellement hispanique, de East Harlem, ont des taux particulièrement élevés d'hospitalisations liées à l'alcool. La mairie explique que les publicités sont susceptibles d'augmenter la probabilité de consommer de l'alcool, ainsi que les quantités ingérées. Aucun chiffre n'était immédiatement disponible sur les revenus générés par ce type de publi-

cités dans la capitale financière américaine. Les publicités pour l'alcool y avaient déjà été interdites dans les bus et le métro en janvier 2018. La nouvelle interdiction a été dénoncée par une association représentant le secteur des vins et spiritueux, le Distilled Spirits Council. «Cette décision est malencontreuse. Rien dans la recherche scientifique ne vient l'appuyer», a-t-elle affirmé dans un communiqué. Si d'autres grandes villes américaines, comme Philadelphie et Los Angeles, ont adopté des interdictions de publicité pour l'alcool, l'association a cité quelques villes, comme Baltimore, qui les ont autorisées à nouveau après les avoir interdites. Les études montrent que «ce sont les parents et les adultes qui sont les facteurs les plus importants dans la décision d'un jeune de boire ou pas, pas la publicité», a avancé l'association. **Jugurtha N.**

Nouvelle-Zélande

La bombe de Christchurch n'a aucun lien avec le carnage des moquées

La police néo-zélandaise a exclu tout lien mercredi dernier entre la découverte d'une bombe la veille à Christchurch et le carnage du 15 mars dans lequel 50 fidèles ont été tués dans deux mosquées par un extrémiste. La police avait arrêté un homme de 33 ans mardi après la découverte d'un paquet suspect et de munitions dans un terrain vague de cette grande ville de l'île du Sud. Le suspect a été inculpé de possession d'explosifs, de munitions et d'armes et a

comparu devant un tribunal mercredi, a dit la police. «Nous ne recherchons personne d'autre en relation avec cet incident», a déclaré le commissaire Corrie Parnell dans un communiqué. «Il n'existe aucun lien connu entre l'homme de 33 ans et les attaques du 15 mars à Christchurch». D'après la presse néo-zélandaise, Jay Michael Harding-Reriti a été inculpé entre autres de possession d'un engin explosif artisanal, d'explosifs en émulsion et d'un déto-

nateur. Il a été placé en détention provisoire jusqu'à une nouvelle audience le 6 mai. La ville est toujours en état d'alerte après les attaques lors desquelles un extrémiste australien de 28 ans a tué 50 fidèles dans deux mosquées et a diffusé en direct le massacre sur les réseaux sociaux. La semaine dernière, d'importantes mesures de sécurité avaient été mises en place pour la venue du prince William qui a rencontré des survivants du carnage. **Dania R.**

Afrique du Sud

1 800 ouvriers bloqués dans une mine

Un nombre estimé à 1 800 employés sont actuellement bloqués sous terre dans une mine d'or de la société Sibanye-Stillwater à Rustenburg, en Afrique du Sud, a annoncé avant-hier le ministère des Ressources minérales (DMR). «Un certain nombre de rails qui étaient transportés sous terre dans le puits de Thembelani, à Rustenburg, se sont détachés alors qu'ils étaient suspendus au transporteur et sont tombés dans le puits. Environ 1 800 employés du service de jour attendent actuellement dans les stations du puits. Aucun blessé grave n'a été signalé et tous les employés sont en sécurité», a déclaré Ayanda Shezi,

porte-parole de DMR. Sibanye-Stillwater a envoyé de la nourriture et des couvertures dans les zones où il y a de l'eau et de la ventilation afin que les employés puissent se sentir plus à l'aise

pendant qu'ils attendent, selon plusieurs rapports citant le porte-parole de l'entreprise, James Wellsted. «La direction de la mine évalue les dommages au puits qui auraient pu se produire pen-

dant le quart du matin. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure de l'évolution de la situation», a dit M. Shezi. De son côté, M. Wellsted a déclaré que la société évaluait la situation, ajou-

tant que le personnel du puits retirait les rails de celui-ci et procédait à une inspection afin de déterminer si la structure a subi ou non des dommages structurels. **Maissa B.**

Assassinat d'un imam chiite en Iran

Arrestation de 32 personnes pour soutien au tueur présumé

Trente-deux personnes ont été arrêtées en Iran après avoir affiché leur soutien à un homme accusé d'avoir tué un imam chiite dans l'ouest du pays, a indiqué avant-hier l'agence de presse iranienne Isna. Behrouz Hajilouyi est accusé d'avoir tué samedi l'imam Mostafa Ghassémi devant le séminaire où le clerc travaillait, dans la province occidentale de Hamedan. «Trente-deux personnes qui ont

posté des messages en soutien à Behrouz Hajilouyi sur sa page personnelle (sur Instagram) ont été identifiées et arrêtées», a déclaré le chef de la police de Hamedan, Bakhshali Kamrani, cité par Isna. Behrouz Hajilouyi a été abattu dimanche lors d'un échange de tirs avec la police aux abords de la ville de Hamedan après que sa voiture eut été localisée, selon M. Kamrani qui n'a pas

avancé de mobile pour le crime du clerc chiite. Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, avait réagi au meurtre en appelant la police à réprimer le commerce en ligne d'armes à feu. Les meurtres de clercs sont rares ces dernières années en Iran. En novembre, un imam sunnite a toutefois été abattu dans un village du nord du pays, selon des médias d'Etat. **Kamel H.**

Groupe PSA

Présentation de ses utilitaires Peugeot et Citroën électriques



Animée par Ali Zidane

Le Groupe PSA présente en avant-première les versions électrifiées Peugeot Boxer Electric et Citroën Jumper Electric au Salon du véhicule utilitaire de Birmingham (du 30 avril au 2 mai).

Leader dans le segment des VUL en Europe avec 24,7% de parts de marché en 2018, le Groupe PSA réaffirme son ambition de proposer 100% de sa gamme avec une version électrifiée, aussi bien en VP qu'en VUL.

Les fourgons Peugeot Boxer Electric et Citroën Jumper Electric seront proposés avec 2 niveaux d'autonomie selon la version : 225 km[4] sur cycle NEDC pour les longueurs L1 et L2, et 270 km sur cycle NEDC pour les longueurs L3 et L4. Après leur production sur le site de Sevel à Val di Sangro (Atessa, Italie), ces véhicules seront élec-

trifiés et homologués par le partenaire BD Auto.

Sur le segment des fourgons compacts, Peugeot Expert et Traveller, Citroën Jumpy et SpaceTourer, Opel/Vauxhall Vivaro Cargo et Vivaro Life, proposeront une version électrifiée en 2020.

Sur le segment des fourgonnettes, Peugeot Partner Tepee Electric (VP) et Partner Electric (VUL), ainsi que Citroën E-Berlingo Multispace (VP) et Berlingo Electric (VU), existent déjà depuis 1998. La nouvelle génération de ces véhicules Peugeot, Citroën et Opel/Vauxhall sera proposée en version électrique d'ici à 2021.

Pour Philippe Narbèburu, directeur de la Business Unit Véhicules Utilitaires du Groupe PSA : «Conformément à notre plan stratégique Push to Pass, nous poursuivons l'électrification de toute notre gamme. Cette

nouvelle offre est un atout compétitif majeur pour nos marques sur un segment des VUL très concurrentiel. C'est une opportunité de renforcer notre leadership en Europe en répondant aux nouveaux besoins de roulage 0 émission sans renoncer aux prestations utiles liés aux usages exigeants de nos clients professionnels».

Au 1^{er} septembre 2019, grâce à des choix technologiques judi-

cieux réalisés par anticipation de la réglementation (SCR «Selective Catalytic Reduction» et GPF «Filtre à particules essence»), le Groupe PSA dispose sur sa gamme VUL (véhicules base et véhicules transformés) de tous les atouts pour franchir la nouvelle étape Euro 6 intégrant le protocole WLTP plus représentatif de la consommation de carburant en usage réel.

Hyundai

Présentation de son nouveau SUV Venue



Hyundai présente un SUV compact baptisé Venue. Taillé pour les villes, il se positionne sous le Kona et mesure seulement 4,04 m. Soit encore un peu moins que le nouveau T-Cross de Volkswagen !

Hyundai a présenté un nouveau petit SUV pour venir étoffer sa gamme au salon de New York: le Venue. Plus court de treize centimètres que le Hyundai Kona, ce Venue se profile comme un SUV taillé pour les centres urbains puisqu'il ne mesure que 4,04 m. Soit encore moins que le récent Volkswagen T-Cross pourtant déjà compact du long de ses 4,11 m.

Encore une fois, à l'instar du Kicks, il ne peut être livré qu'avec les roues motrices avant. Hyundai précise qu'un mode particulier est prévu pour la conduite sur neige.

Parmi les technologies de sécurité proposées, notons l'assistance de prévention de collision avant, l'aide au maintien de la voie, l'alerte de collision par angle mort, le système d'avertissement à l'attention du conduc-

teur et l'alerte de trafic transversal de collision arrière.

Avec les sièges relevés, la capacité de chargement du Venue est de 530 L. À titre de comparaison, celle du Kona s'élève à 544 L.

Au centre de la planche de bord, on retrouve un écran tactile de 20 centimètres qui permet de gérer le système d'infodivertissement. Le tout est compatible avec Apple CarPlay et Android Auto.

Notons tout de même que ce Hyundai Venue est destiné, du moins dans un premier temps, au marché américain. Il y débutera sa carrière lors du dernier trimestre 2019. Le constructeur coréen n'a, pour l'heure, pas encore confirmé son intention de commercialiser ce petit SUV de ce côté du monde. Si tel était le cas, le moteur quatre cylindres atmosphérique 1.6 l à essence de la version américaine pourrait céder sa place à un autre moteur pour le marché européen. Le petit bloc trois cylindres 1.0 l turbo qui officie sous le capot du Kona, par exemple.

Toyota Hilux

Une édition spéciale pour 2019

Au vu du succès rencontré par la série spéciale Invincible célébrant les 50 ans de son pick-up Hilux, Toyota en présente une nouvelle baptisée cette fois Limited 2019.

Après la série spéciale «Invincible 50 Black Edition» célébrant ses 50 ans de carrière, le Hilux se dévoile maintenant dans une nouvelle version baptisée Limited. Enfin plutôt Limited 2019 pour être précis. Il s'agit en effet d'une version actualisée de la variante Limited 2018 présentée l'an dernier. Cette version reste disponible avec la silhouette double cabine et est élaborée sur base de la finition la plus richement dotée du Hilux.

Esthétiquement, cette version Limited 2019 hérite de plusieurs éléments noirs et gris foncés. Comme l'encadrement de calandre supérieure, les contours des projecteurs antibrouillards, le sabot de protection avant ainsi que les poignées de portes et les coques de rétroviseurs. À l'arrière, les coins du bouclier et le sabot de protection



héritent également du même traitement cosmétique.

À bord, on retrouve un intérieur habillé de noir ainsi que plusieurs touches chromées sur le tableau de bord et des inserts en noir laqué. Le combiné d'instruments hérite également de cadrans à fond blanc ainsi que d'un écran central TFT qui affiche une animation propre à cette édition spéciale. La clé du Hilux Limited est également personnalisée avec un dessin de la silhouette frontale du véhicule.

On notera enfin qu'à l'occasion du lancement de cette version Limited 2019, Toyota en profite pour étoffer l'équipement sécuritaire de tous ses Hilux. Le dispositif de sécurité active Toyota Safety Sense comprend ainsi maintenant le système de sécurité pré-collision avec détection des piétons et des cyclistes, le régulateur de vitesse adaptatif, la lecture de panneaux de signalisation et l'alerte de franchissement de ligne avec correction de cap.

Nissan

Une GT-R de 1600 ch

La course de côte voit naître des machines absolument folles ayant de terribles accélérations et un appui aérodynamique exceptionnel. Pour vous donner un exemple de ces créations démesurées, jetez un coup d'œil à cette Nissan GT-R de Franco Scribante Racing, qui est sur le point de participer à la "Jaguar Simola Hillclimb" en Afrique du Sud.

À l'avant, cette bête porte un aileron gargantuesque et un spoiler tout aussi massif en dessous. À l'arrière, il y a un autre aileron très massif ainsi qu'un énorme diffuseur. À grande vitesse, ces dispositifs aérodyna-

miques colossaux procureraient une plus grande force d'appui que le poids du véhicule, donc, cette GT-R ne devrait pas avoir de problème pour rester sur la route ! Alors que l'extérieur ressemble à une GT-R standard, tous les panneaux de carrosserie sont en fibre de carbone pour réduire le poids de cette machine. Franco Scribante Racing ne veut pas trop parler du moteur, mais des membres de l'équipage ont donné quelques détails alléchants dans la vidéo ci-dessous. Le moteur aurait une puissance de 2200 ch. Cependant, les concepteurs ont limité sa puissance à 1600 ch, ce qui

semble amplement suffisant... Pour gérer la transmission de la puissance aux roues, il y a une armada d'assistances capables de varier instantanément le couple pour maximiser la motricité du bolide.

L'habitacle est digne d'une voiture de course, il comprend un siège fortement renforcé et fixe ainsi qu'une instrumentation numérique assez poussée. Techniquement, il y a aussi un siège passager, mais la personne qui osera s'asseoir à cet endroit devra enrouler ses jambes autour du réservoir pour le système d'huile à carter sec. L'équipe de Franco Scribante



Racing a reçu la voiture seulement trois semaines avant l'événement «Jaguar Simola Hillclimb» qui se déroulera du 2 au 5 mai. Pour avoir un peu plus

d'informations, regardez la vidéo ci-dessous qui inclut un aperçu de la GT-R et des interviews avec les principaux membres de l'équipe.



Venezuela

Guaido appelle à poursuivre les protestations après une tentative de soulèvement

■ L'opposant vénézuélien Juan Guaido a appelé ses partisans à poursuivre les manifestations mercredi, au lendemain de violents heurts à Caracas dénoncés par le président Nicolas Maduro comme une «escarmouche putschiste» ayant échoué. «J'appelle les Forces armées à continuer d'avancer dans l'«opération liberté».

«Demain, 1^{er} mai, nous continuerons (...). Dans tout le Venezuela, nous serons dans la rue», a lancé dans un message vidéo sur les réseaux sociaux Juan Guaido. Mardi, des manifestants se sont violemment opposés aux forces de l'ordre dans les rues de Caracas en soutien à un groupe de militaires qui avaient rallié M. Guaido. Au moins 69 personnes ont été blessées, dont deux par balle. Dans une allocution télévisée prononcée dans la soirée, le président socialiste Nicolas Maduro a qualifié ces affrontements d'«escarmouche putschiste» et a promis des poursuites pénales contre les auteurs. Il a affirmé que son gouvernement contrôlait la situation, le haut commandement militaire lui étant resté fidèle. Tout en reconnaissant son échec à rallier la majorité des militaires, M. Guaido a assuré que la journée de mardi avait mis en lumière des failles dans le soutien de l'armée à M. Maduro. «Il est clair

que ce qu'affirmait le régime, qui déclarait contrôler les Forces armées, est une farce», a-t-il lancé. Un groupe d'insurgés a demandé l'asile à l'ambassade du Brésil. Une des figures de l'opposition, Leopoldo Lopez, qui était assigné à résidence depuis 2017, est apparu aux côtés de M. Guaido et des militaires insurgés avant de se réfugier dans l'ambassade du Chili, puis dans celle d'Espagne. M. Maduro a démenti des affirmations du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, selon lesquelles il avait été sur le point mardi matin de fuir vers Cuba avant d'en être dissuadé par la Russie. «M. Pompeo, je vous en prie, quel manque de sérieux», a raillé le président vénézuélien. Les Etats-Unis «se tiennent aux côtés du peuple vénézuélien», avait assuré peu avant le président américain Donald Trump. Son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, a lui lancé un ultimatum aux dirigeants militaires vénézuéliens. «Votre heure



a sonné. C'est votre dernière chance», a-t-il tweeté à l'adresse du ministre de la Défense Vladimir Padrino, du chef de la garde présidentielle Ivan Hernandez et du président de la Cour suprême Maikel Moreno. Mardi matin, aux abords de la base militaire de La Carlota, de violents affrontements avaient éclaté entre les forces de l'ordre loyalistes et des milliers de manifestants pro-Guaido. Un véhicule blindé a foncé sur un groupe de manifestants de l'opposition, laissant plusieurs personnes au sol, selon les images de la télévision locale. «C'est le moment! Les 24 Etats du pays se sont engagés sur le même chemin: il n'y a plus de retour en arrière. L'avenir nous appartient: le peuple et l'armée unis pour mettre fin à l'usurpation», avait lancé Guaido sur Twitter. Depuis le 23 janvier, le Venezuela, confronté à la plus grave crise de son histoire avec une économie au ralenti, une monnaie naufragée et des pénuries, compte de fait deux «présidents». D'un côté le député de centre droit Juan Guaido, reconnu comme président par intérim par une cinquantaine de pays dont les Etats-Unis, et de l'autre le chef de l'Etat en exercice, Nicolas Maduro, soutenu par la Chine et

la Russie. Des soldats arborant un ruban bleu, signe de ralliement à Juan Guaido, étaient positionnés, armes à la main, dans cette zone de l'est de la capitale, a constaté l'AFP. «Le ruban bleu identifie les Vénézuéliens en uniforme ou non qui se mobilisent pour mettre fin à l'usurpation», a expliqué sur Twitter Carlos Vecchio. «Nous aussi nous faisons partie du peuple et nous sommes fatigués de cette dictature», a déclaré à l'AFP un des militaires insurgés, sous couvert d'anonymat. Leur nombre n'était pas connu pour l'heure. Des manifestations ont également eu lieu à Maracaibo, San Cristobal, Barquisimeto (ouest) et Valencia (nord), selon des témoignages d'habitants. A l'aube, dans une vidéo tournée depuis la base militaire de La Carlota, Guaido avait annoncé sur les réseaux sociaux avoir le soutien d'un groupe de «soldats courageux». Il était entouré d'un petit groupe d'hommes en uniforme. Face à l'accélération des événements au Venezuela, les réactions se sont multipliées. «L'opposition radicale au Venezuela a une fois de plus recours à une confrontation par la force», a accusé Moscou, appelant à des pourparlers pour éviter l'effusion de sang. L'Union

européenne a de son côté appelé à la «plus grande retenue», soulignant qu'«il ne peut y avoir qu'une solution politique, pacifique et démocratique», dans un communiqué de la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exhorté «toutes les parties à éviter de recourir à la violence». Le Groupe de Lima, composé de 13 pays latino-américains et du Canada, a annoncé qu'il se réunira vendredi en urgence. De leur côté, des alliés de Caracas comme Cuba, la Bolivie ou la Turquie, ont rejeté le «mouvement putschiste» et condamné «la tentative de coup d'Etat». Nicolas Maduro a été réélu en juillet 2017 au cours d'un scrutin qui n'a été reconnu ni par l'Union européenne, ni par les Etats-Unis. Quelque 2,7 millions de Vénézuéliens ont fui le pays depuis 2015, face aux pénuries de biens de première nécessité et de médicaments, selon les chiffres de l'ONU. Le Trésor américain a infligé une série de sévères sanctions financières au régime de Nicolas Maduro, qualifié d'«illégitime». Dernière en date: l'embargo américain sur le pétrole vénézuélien entré en vigueur dimanche.

R. C.



Impuissance

Confrérie

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump a réussi à captiver l'attention des électeurs américains durant la campagne des élections primaires en 2015 et 2016 en excluant toute forme de langue de bois, si chère aux politiques endurcis. Mais surtout en faisant des promesses sous forme de simples aux Américains : s'il venait à être élu à la fonction suprême il ferait du bien-être des citoyens des Etats-Unis sa priorité absolue en réduisant au minimum les ingérences dans les affaires du reste du monde. Pourtant, plus de deux ans après sa prise de fonctions, Trump a multiplié les décisions et actions extra-américaines, que cela soit au Proche-Orient où son parti pris a chamboulé la donne géopolitique, ou en Amérique latine et notamment au Venezuela. Aujourd'hui, le président des Etats-Unis envisage de placer les Frères musulmans sur la liste noire américaine des «organisations terroristes», a indiqué cette semaine la Maison-Blanche. «Le président s'est entretenu avec son équipe de sécurité nationale et les dirigeants de la région qui partagent son inquiétude et cette désignation est en cours d'examen suivant le processus interne», a indiqué Sarah Sanders, porte-parole de l'Exécutif américain. Le placement sur cette «liste noire» de la confrérie des Frères musulmans, considérée comme «terroriste» en Égypte, permettrait aux Etats-Unis d'imposer des sanctions à toute personne ou organisation ayant des liens avec ces derniers. Considérée comme «terroriste» en Égypte, la confrérie est la bête noire du régime du président Abdel Fattah al-Sissi, depuis que ce dernier a piloté la destitution par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi en 2013. Cette annonce intervient trois semaines après la visite à la Maison-Blanche de Sissi. A cette occasion, Trump avait loué le «très bon travail» de son homologue égyptien. Selon le «New York Times», qui a révélé cette information, cette initiative du président se heurte cependant à de vives objections, en particulier au sein du Pentagone. Elle pourrait avoir de nombreuses conséquences en cascade, dont celle de tendre encore un peu plus les relations avec la Turquie et le président Recep Tayyip Erdogan, qui n'a jamais manqué de défendre avec ferveur l'organisation islamiste. Si Trump allait jusqu'au bout de son action cela serait la seconde fois en moins d'un mois que l'Administration américaine désigne des forces politiques étrangères, les premiers ayant été les Gardiens de la Révolution iraniens, comme entité terroriste. Reste à savoir quelles conséquences ces nouvelles désignations auront sur le court et le long terme et surtout si l'influence des Frères musulmans en sera affaiblie ou au contraire en ressortira renforcée par cette publicité gratuite apportée par la Maison-Blanche.

F. M.

Nigeria

21 morts dans une attaque de Boko Haram dans le nord-est

Les djihadistes du groupe Boko Haram ont attaqué un village de l'Etat d'Adamawa, dans le nord-est du Nigeria, tuant 21 personnes et incendiant des maisons, ont indiqué mardi des habitants à l'AFP.

Les assaillants sont arrivés à bord de quatre pick-ups et de plusieurs motos lundi soir dans le village de Kuda, dans le district de Madagali, frontalier de l'Etat du Borno, foyer de l'insurrection djihadiste. «Ils ont attaqué le village vers 17h30 (18h30 en France) et ont ouvert le feu

sur les habitants, faisant 21 morts», a déclaré un leader de la communauté, Maina Ularumu. «Ils ont incendié plusieurs maisons lors de l'attaque», a ajouté Ularumu, dont plusieurs proches ont été tués.

Paul Waramulu, un habitant du village, a affirmé que les combattants vêtus d'uniformes militaires avec des turbans avaient pillé les réserves de nourriture avant de mettre le feu à des bâtiments. «Nous avons perdu 21 personnes lors de l'attaque et les deux tiers du village ont été brû-

lés», a-t-il déclaré à l'AFP. De nombreux résidents ont quitté le village depuis, craignant une nouvelle attaque, alors que circulent «des rumeurs selon lesquelles les assaillants ne seraient pas loin du village», a affirmé Paul Waramulu. La police n'était pas joignable dans l'immédiat pour confirmer cette attaque. Kuda est située en lisière de la forêt de Sambisa (Etat du Borno), un bastion de Boko Haram à partir duquel les combattants lancent régulièrement des attaques.

Musique

La Journée internationale du jazz célébrée à Alger

■ Ce concert a réuni le quartet du pianiste Reda Mourah, celui du guitariste et compositeur Aminoss ainsi que les chanteuses Hind Boukella et Lynda Blues à la salle Sierra Maestra, rouverte pour l'occasion après près de cinq ans de fermeture.

Par Adéla S.

Un collectif de musiciens et chanteuses algériens ont animé, mardi soir à Alger, un concert dédié au jazz, dans quelques-unes de ces variantes, en célébration de la Journée internationale du jazz.

Organisé par l'Office national de la culture et de l'information (Onci) en partenariat avec la commune de Sidi M'hamed, ce concert a réuni le quartet du pianiste Reda Mourah, celui du guitariste et compositeur Aminoss ainsi que les chanteuses Hind Boukella et Lynda Blues à la salle Sierra Maestra rouverte pour l'occasion après près de cinq ans de fermeture.

Dans le registre de jazz de composition les deux formations, Reda Mourah Quartet avec Hassen Khoualef, Youva Bessa et Nazim Kri et le Aminoss Quartet Hafid Abdelaziz à la batterie, Hassen Zermani au saxophone et Nadji Gaamoura à la basse, ont présenté au public, en plus des classiques de jazz, des compositions comme «Cirta», «Sign Of Life» ou encore «Rencontre».

Devant un public moyenne-

ment nombreux, la chanteuse Hind Boukella, accompagnée de Mehdi Djama à la guitare et Rafik Kitani aux percussions, a proposé au public un programme de Bossa Nova et de Samba avant que la chanteuse Lynda Blues ne monte sur scène avec sa voix très proche de la Soul Music.

Coincitant avec le 30 avril de chaque année, la Journée internationale du jazz a été proclamée par l'Unesco en 2011 pour célébrer cette musique qui «brise les barrières et favorise la tolérance et la compréhension mutuelle». Cette journée a été célébrée dans plus de 190 pays avec un programme particulier dans la ville de Melbourne en



robert Oifarelli

Australie.

Lors de cette même soirée les organisateurs ont également ouvert la mythique salle de cinéma l'«Afrique», d'une capacité de 1 400 places, à la faveur d'un concert animé par «Abdou Gnawin», «Phobia Rap» et le groupe «Hors ligne».

Inaugurée en 2012 après une opération de restauration et de mise à niveau qui aura coûté la somme de 170 millions de dinars, la salle de cinéma l'«Afrique» est restée fermée jusqu'en 2018, date à laquelle elle avait abrité une série d'homages à de grands noms du

cinéma, avant d'être refermée.

Avec le concours de la commune de Sidi M'hamed, l'Onci prévoit un programme d'animation dans ces deux salles de la capitale pendant le mois de ramadhan, annonçant des responsabilités de l'Office.

A. S./APS

Ecole de danse «Arabesque»

Des jeunes ballerines en spectacle chorégraphique

Un spectacle chorégraphique alliant danse classique et moderne a été animé, mardi à Alger, par des jeunes ballerines à l'occasion de la Journée internationale de la danse. Accueilli à l'auditorium du Palais de la culture Moufidi-Zakaria, une quarantaine d'élèves issus de quatre classes de l'école de danse «Arabesque», le spectacle a été décliné en plusieurs tableaux stylisés, alliant danse contemporaine et classique.

Conçu et monté par la chorégraphe Fatima-Zohra Senouci Namous, fondatrice et directrice d'Arabesque, le spectacle qui drainé un public nombreux, a puisé dans le répertoire musical local, offrant des tableaux algériens stylisés, servis dans un ensemble esthétique et vestimentaire fascinant. Dansant sur des rythmes algérois et chaoui, les ballerines ont séduit le public par leurs mouvements concis et réfléchis, parfaitement accordés à

l'habillage musical diffusé en arrière-fond. Puisant également dans le ballet classique, la conceptrice a offert des tableaux chorégraphiques universels comme «Don Quichotte» et «Bayadère». Fondée par la chorégraphe Fatma-Zohra Namous Snouci, l'école de danse Arabesque a formé des ballerines qui ont participé à des spectacles chorégraphiques en Algérie et à l'étranger.

H. Y.

Théâtre d'Oran

Soirées aux couleurs éclectiques pour le mois de ramadhan

La direction du théâtre régional d'Oran «Abdelkader-Alloula» (TRO) a arrêté lundi son programme d'animation conçu spécialement pour les soirées de ramadhan, annonçant une série d'activités aux couleurs «éclectiques». «La diversité artistique locale, nationale et universelle est mise à l'honneur au titre de ce programme qui prévoit, au total, 25 affiches pour la période allant du 8 mai au 1^{er} juin prochains», a précisé à l'APS le directeur du TRO, Mourad Senouci. Au plan théâtral, le public oranais sera convié aux récentes productions du TRO, à l'instar des pièces «Arlequin, valet de deux maîtres» et «El Fahla», en plus du one-man-show «Adda zine el hedda», interprété par le comédien Samir Bouanani.

Sept associations artistiques locales participent à l'animation aux côtés de la troupe des «Amis de l'Art» de Chlef et du théâtre régional de Constantine (TRC) qui proposent leurs nouvelles créations intitulées respectivement «Galoufa» et «Ya lili». En outre, le Haut commissariat à l'amazighité (HCA) figure parmi les grands partenaires de cette manifestation culturelle ramadhaneuse comportant la première représentation d'un spectacle en tamazight (15 mai). L'Institut culturel italien d'Alger propose quant à lui un spectacle

de chorégraphie (23 mai), a-t-on signalé, ajoutant que des concerts de musique sont aussi à l'affiche, au plaisir notamment des mélomanes des genres «andalou» et «madih». Le TRO abritera également deux événements durant le ramadhan, à

savoir la cérémonie de clôture du Mois du patrimoine et une soirée d'expression artistique dédiée par le mouvement associatif à la célébration de la Journée internationale du «Vivre ensemble en paix». L'ouverture des séances est fixée à 23, à l'is-

sue de la prière de taraouih, a précisé la direction du TRO qui prévoit d'autres activités extra-muros, dont le spectacle de rue «El harraz» qui sera joué dans quatre quartiers et au parc d'attractions d'Oran.

Racim C.

Théâtre régional de Batna

«Wassekh com», une nouvelle production qui régale le public

La nouvelle pièce «Wassekh com», produite par le théâtre régional de Batna (TRB) et dont la générale a été présentée dimanche soir, a régalié le public de la capitale des Aurès. Réalisée par Lahcène Chiba, cette pièce, un monodrame interprété par la comédienne Nawal Messaoudi, se déroule dans un bain populaire et raconte l'histoire de la jeune «Hemama» qui travaille dans ce bain en aidant les femmes qui y viennent à se laver et se débarrasser de leurs impuretés. Voyant souvent venir les futures mariées pour le cérémonial du hammam à la veille de leur mariage, Hemama rêve à l'instar de toute jeune fille de se marier et peu importe pour elle si elle sera la seconde et même la troisième épouse, l'essentiel pour elle était de quitter le ce lieu confiné dans la vapeur, en s'éloignant de toutes ses saletés (wassekh).

Le monodrame de 55 minutes se déroule au travers de la succession de personnages interprétés tour à tour par Nawal Messaoudi pour finir par faire découvrir au public qu'en fait toutes ces histoires n'étaient que les hallucinations d'une pensionnaire d'un hôpital psychiatrique, Hemama qui a effectivement vécu et travaillé dans un hammam et y a perdu l'esprit.

Au terme du spectacle durant lequel la comédienne a laissé, à un moment, paraître un certain épuisement, Nawal Messaoudi a déclaré jouer un monodrame pour la première fois, assurant qu'il lui a été «très rude» de focaliser seul et sans répit pendant près d'une heure l'attention des spectateurs.

Pour le dramaturge Mohamed Bouiche, la comédienne Nawal a réussi grâce à sa longue expérience de la scène à jouer avec

talent les personnages divers de la pièce.

De son côté, le réalisateur Lahcène Chiba a relevé que l'utilisation des serviettes ont servi en guise de personnages permettant de sortir du style de la narration pour se rapprocher du dialogue. Le même artiste a souligné que la pièce a constitué une opportunité pour des jeunes talents de se faire valoir, dont l'auteure de la pièce Soumia Bouneb et le musicien compositeur Abdelhak Abdennouri.

«Wassekh com» est la deuxième pièce du TRB de la saison 2019 après «Awhem El-ghaba» destinée aux enfants, a relevé le directeur du TRB Djamel Noui. Au terme du spectacle, un débat avec l'assistance a été ouvert en vue de «favoriser le dialogue» entre les producteurs et les spectateurs dans une ambiance bon enfant.

R. C.



Eliminatoires CAN-2019 U23 (3^e tour)
L'EN affrontera le Ghana le 5 juin à Kumasi et le 9 à Sétif

LA DOUBLE confrontation entre les sélections algérienne et ghanéenne, comptant pour le 3^e et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 des moins de 23 ans, aura lieu les 5 et 9 juin, a indiqué mardi la Fédération algérienne de football (FAF). Le match aller aura lieu le 5 juin à Kumasi alors que le match retour est prévu le 9 juin au stade du 8-Mai-1945 de Sétif. En prévision de cet important rendez-vous, la sélection nationale U23 poursuit sa préparation au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger) avec au menu un entraînement quotidien sous la conduite de son sélectionneur

Ludovic Batelli. Ce stage de préparation sera ponctué par une rencontre amicale face à un club de la Ligue 1. Les partenaires de Hichem Boudaoui sont en regroupement depuis samedi jusqu'à mercredi. 23 joueurs ont été convoqués pour ce stage. L'Algérie s'est qualifiée au 3^e et dernier tour en dominant la Guinée Equatoriale (0-0, 3-1), tandis que le Ghana a surclassé le Gabon (4-0, 0-0). La phase finale de la Coupe d'Afrique des nations des U-23 aura lieu en Egypte du 8 au 22 novembre avec la participation de 8 pays. Les trois premiers se qualifient pour le tournoi des Jeux Olympiques Tokyo-2020.

Championnat division amateur (Gr Est : 30^e journée)
Le RC Arbaâ (Centre) et l'AS Khroub (Est) ont accédé

LE RC Arbaâ (Groupe Centre) et l'AS Khroub (Groupe Est) ont accédé en Ligue 2 Professionnelle à l'issue de la 30^e et dernière journée du championnat amateur de football clôturé mardi. Le RC Arbaâ qui a battu l'ex-leader l'ES Ben-Aknoun (2-1) retrouve la Ligue 2 après l'avoir quittée il y a deux saisons. A l'issue de cette 30^e et dernière journée, le RCA totalise 65 points contre 63 points pour Ben-Aknoun qui rate d'un cheveu une accession historique. De son côté, l'AS Khroub s'est assurée l'accession grâce au nul (1-1) décroché sur le terrain du

CRB Ain-Fakroun (1-1), alors que l'USM Khencchela a remporté une victoire pour l'honneur (1-0) devant la lanterne rouge l'E.Collo, relégué en division «Inter-régions». L'ASK et l'USMK terminent la saison à égalité de points (62), mais l'ASK a l'avantage dugol-avérage particulier grâce à sa victoire sur l'USMK (2-0) contre une courte défaite (1-0). Le RC Arbaâ et l'AS Khroub, anciens pensionnaires de l'élite, rejoignent en Ligue 2, l'OM Arzew (Groupe Ouest) qui avait validé son billet depuis quelques semaines.

Handball - Excellence dames
Le GSP remporte le titre

LE GS Pétroliers (dames) a été sacré champion d'Algérie de handball de la saison 2018-2019, en dépit de sa défaite devant le HCB El-Biar par 20-22 (mi-temps: 10-14), en match comptant pour la 18^e et dernière journée de la division Excellence, disputé

mardi à Bordj El-Kiffan (Alger). Les Pétrolières remportent le titre grâce à leur victoire au match aller (24-22) sur le terrain du HBCEB. Le GSP, qui a concédé sa 1^{re} défaite de la saison, partage la 1^{re} place avec le HBCEB avec 34 points sur 36 possibles.

USM Alger
Chendri nouveau patron

Le membre du Conseil d'administration de la Société sportive par actions de l'Union sportive de la médina d'Alger (SSPA/USMA), Boualem Chendri, a été désigné mardi nouveau président de ce conseil, en remplacement de Ali Haddad, visé actuellement par une enquête judiciaire. «Devant la vacance constatée au poste de président du Conseil d'administration de la SSPA/USMA, les responsables administratifs du club et de proches membres de la famille usmiste se sont réunis mardi matin et ont désigné à l'unanimité Boualem Chendri comme nouveau président», a annoncé sur son site officiel la direction des Rouge et Noir, actuels leaders du championnat de Ligue 1 Mobilis de football. «M. Chendri dirigera le Conseil d'administration de la SSPA/USMA de manière temporaire, en remplacement de M. Ali Haddad, pour raison d'empêchement de ce dernier», pouvait-on encore lire dans ce communiqué. Le Conseil d'administration a profité de l'occa-

sion pour se pencher sur d'autres cas urgents, notamment, la non régularisation de la situation de certains employés au club, due à l'incapacité de l'entreprise actionnaire majoritaire, l'ETRHB, de satisfaire cette demande dans l'imédiat. «Le Conseil d'administration, en concertation avec les dirigeants du club, ont soulevé le problème financier et décidé de verser aux joueurs un des quatre mois de salaire que le club leur doit, et ce, avant le début du mois de ramadhan. De ce fait, l'USMA ne devra plus que trois mois de salaire aux joueurs», a-t-on encore rassuré du côté des Rouge et Noir. Selon le Conseil d'administration, «un récent examen des états financiers du club a démontré que les créances détenues auprès des sponsors couvrent largement les dettes courantes de l'USMA, et dégagent même un surplus, qui permettra de subvenir largement aux besoins financiers du club, et ce, jusqu'à la fin de la saison en cours».

Les bilans de la LFP adoptés

Medouar a eu son quitus !

■ *Le président de la Ligue professionnelle de football a obtenu officiellement son quitus, après que les bilans moral et financier ont été adoptés lors de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) qui s'est déroulée avant-hier après-midi au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa (CTN).*

Par Mahfoud M.

Les bilans ont été approuvés par 32 membres contre une abstention, alors que l'AG est composée de 39 membres. Les travaux de l'assemblée générale se sont déroulés en l'absence de quelque présidents des clubs professionnels, à l'instar de Cherif Mellal, président de la JS Kabylie et Tarek Arama, manager général du CS Constantine, sanctionnés par la Ligue de football professionnel. La session ordinaire de la LFP a été précédée par une réunion regroupant quelque membres qui ont voulu reporter les travaux de l'AG ordinaire, chose considérée par le patron de l'instance de gestion de football professionnel, Abdelkrim Medouar, comme «illégal». Selon les statuts particuliers de la Ligue de football professionnel, un bureau de gestion des travaux de l'assemblée a été installé, composé des présidents de l'USM Harrach, Mohamed Laib, de l'AS Ain M'ilia, Chedad Bensid et de l'US Biskra, Fares Benaissa. Le président de la LFP, Abdelkrim Medouar, a expliqué les difficultés de son début de mandat par l'application du refus de remise des licences pour les clubs endettés. Pour le reste, il a déclaré que les problèmes liés à partenaires comme l'ENTV, Dzair TV et Mobilis, sont toujours d'actualité. Comme une lettre à la



Les membres de l'AG ont approuvé les bilans

poste donc, les bilans n'ont pas eu de mal à être acceptés par les membres de l'AG, même si certains d'entre eux ont tenté de perturber les travaux par des scènes devenues courantes dans ce genre de conclave.

Zetchi face à son destin aujourd'hui

Par ailleurs, ça sera au tour de la Fédération algérienne de football (FAF) de tenir aujourd'hui une réunion afin de présenter ses bilans à l'AG ordinaire qui se déroulera aussi au CTN de Sidi Moussa. Le président, Kheireddine Zetchi, qui fait face à une grande opposition de certains membres influents de l'AG, sera face à son destin même si certains pensent qu'il ne trouvera pas beaucoup de peine à les faire passer aussi, surtout avec les récentes décisions prises qui devraient rassurer une bonne partie de présidents de clubs et autres instances régionales.

Ainsi, on apprend opérer qu'une révision générale de la pyramide du football sera effectuée en Algérie. Une commission ad hoc sera installée incessamment pour étudier la question qui sera, ensuite, soumise à l'approbation des membres de l'Assemblée générale de la fédération qui se tiendra en session extraordinaire. Il y a aussi le projet de la création de deux ligues inter-régions, sud-est et sud-ouest, qui sera soumis au vote aujourd'hui. Cela risque de changer beaucoup de choses et devrait calmer certains esprits chauffés à blanc ces derniers temps, surtout avec le pavé jeté dans la mare par Ali Baamar, président de la ligue régionale sud-est de football, qui avait déclaré que l'élection de Zetchi était illégale, ce qui a amené à sa suspension par la commission de l'éthique, même si cette suspension est maintenant momentanément gelée.

M. M.

Verts de l'Europe

Atal vaut 40 millions d'euros et Chelsea le veut

Chelsea qui a introduit un appel pour lever son interdiction de recrutement met la FIFA, a fait de Youcef Atal une de ses cibles pour la saison prochaine à en croire le «Telegraph». Le jeune joueur algérien âgé de seulement 22 ans a vu sa cote grimper, puisqu'il vaudrait désormais 40 millions d'€ sur le marché des transferts. Le latéral polyvalent serait suivi par plusieurs grands clubs depuis quelque temps, à l'image de l'Atletico Madrid ou du Bayern Munich, mais officielle-

ment le club de Nice dit ne pas être vendeur. Auteur d'un triplé ce week-end, Atal a inscrit 7 buts avec Nice en championnat alors qu'il a disputé la plupart des matchs en tant qu'arrière droit.

Zeffane a une touche en Angleterre

Pour sa part, Mehdi Zeffane a montré de belles choses avec Rennes et a su répondre à ses détracteurs. Les exploits individuels de l'ancien joueur de

l'Olympique Lyonnais ne sont pas passés inaperçus. Selon plusieurs médias français, l'international algérien se trouve dans le viseur du promu en Premier League la saison prochaine Norwich City, les Canaris veulent s'offrir ses services pour renforcer leur côté droit la saison prochaine. Zeffane était proche de sortir du Stade Rennais mais l'arrivée de Lamouchi et ensuite de Julien Stéphan a joué un grand rôle dans ce qu'il a proposé cette saison.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA DE TIZI OUZOU
AVIS D'ANNULATION
DE L'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
NIF : 001315019036056

La Direction des équipements publics de la wilaya de TIZI-OUZOU informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national restreint N° 12/C/DE/2014 publié le 06/07/2014 dans les journaux « le jour d'Algérie », « El-Ikhabaria » et le « Bomop », et la consultation n°21/C/DE/2014 du 14/10/2014 lancés par la Direction de l'Education Nationale, que les avis d'attribution provisoire relatif au projet «Réalisation d'une Demipension 200R à la commune d'AIT BOUMAHI -CEM AIT BOUMAHI » sont annulés.

ANEP 1916010106 Le Jour d'Algérie - N° 4771 - Jendi 2 mai 2019

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tébessa

Reprise du travail aujourd'hui dans les mines de fer de Ouenza et Boukhadra

LE TRAVAIL reprendra aujourd'hui jeudi, au niveau des mines de fer de Boukhadra et Ouenza, de la wilaya de Tébessa, après un mois de grève, a indiqué hier le président-directeur général de l'Entreprise des mines de fer de l'Est. Le même responsable a précisé à l'APS que les employés des mines de Ouenza et Boukhadra vont reprendre le travail aujourd'hui après un mouvement de protestation jugé «illégal», entamé le 31 mars pour réclamer l'améliora-

tion de leurs conditions socioprofessionnelles. Le P-DG a ajouté que cette décision a été prise suite à une réunion tenue mardi soir au siège de la wilaya, en présence du chef de l'exécutif local, de la direction générale de la MFE, des représentants des sections syndicales des mines de fer de Boukhadra et Ouenza, ainsi que du directeur de l'Industrie par intérim, afin de se pencher sur les revendications des manifestants et trouver des solutions. K. Y.

Rougeole

10 000 cas enregistrés à travers le pays

LE MINISTÈRE de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a enregistré plus de 10 000 cas de rougeole, depuis le début de l'année 2019, a appris hier l'APS auprès du ministère. «Plus de 10 000 cas de rougeole ont été enregistrés depuis le début de l'année en cours et cette maladie infectieuse pourrait se propager au vu du nombre d'enfants non encore vaccinés», a indiqué le directeur de la prévention et de la promotion de la Santé, le D' Djamel Fourar, à l'occasion de la semaine mondiale de la vaccination, qui coïncide avec la dernière semaine du mois d'avril. Les symptômes de cette maladie contagieuse qui apparaissent 8 à 12 jours après exposition au virus consistent en une forte fièvre, une rhinite, une conjonctivite, des points blanchâtres à l'intérieur de la bouche ainsi qu'une diarrhée aigue. Soulignant l'impératif de vacciner les enfants suivant le calendrier de vaccination, il a rappelé que «plus de 29 000 cas de rougeole ont été recensés en 2018, causant 26 décès». A ce propos, le D' Fourar a appelé à «davantage de vigilance et au respect du calendrier national de vaccination qui a prouvé son efficacité depuis l'indépendance», précisant que tous les types de vaccins sont disponibles au niveau de l'Institut Pasteur, des Etablissements de santé de proximité et des services Mère-

Enfant. Les 6 millions de doses de vaccin utilisées jusqu'à présent «n'ont causé aucun cas de décès», ce qui démontre que le vaccin importé par l'Algérie est de «qualité, et qu'il est soumis à un contrôle rigoureux et respecte les normes recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS)». Le vaccin antirougeoleux constitue «la meilleure arme de prévention», a-t-il affirmé, appelant les familles à se rapprocher des équipes médicales mobiles pour faire vacciner leurs enfants. Le ministère de la Santé a installé une commission ad hoc pour étudier et enquêter sur les cas de rougeole enregistrés ces dernières années «pour savoir si ces derniers sont dus à la non vaccination ou à d'autres facteurs, à l'effet d'élaborer une véritable base de données sur cette maladie infectieuse». Depuis le début de l'année en cours, l'OMS et l'Unicef avaient mis en garde contre une hausse des cas de rougeole qui ont atteint, durant les premiers mois de l'année 2019, près de 300 000 cas ayant causé 136 000 décès à travers le monde. Les régions des deux Amériques, la Méditerranée orientale et l'Europe sont les régions les plus touchées par ce virus, selon l'organisation onusienne qui précise que cela est dû à l'absence d'une large couverture de vaccination contre ce virus. (APS)

Tribunal de Sidi M'hamed

Comparution de M. Ouyahia devant le procureur de la République

L'EX-PREMIER ministre, Ahmed Ouyahia, a comparu mardi devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, à Alger, pour être auditionné dans des affaires de «dépense des deniers publics». Un important dispositif sécuritaire a été déployé autour du tribunal de Sidi M'hamed, en présence d'une foule nombreuse de citoyens qui scandaient des slogans hostiles à l'ex-Premier ministre. La brigade des investi-

gations de la Gendarmerie nationale avait procédé, la semaine dernière, à la remise de convocations avec PV à Ahmed Ouyahia et au ministre des Finances et ex-gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, pour comparaître devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed. MM. Ouyahia et Loukal ont été convoqués par le tribunal «pour dépense des deniers publics et de privilèges indus». O. N.

L'Algérie célèbre la fête des travailleurs



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Ligue 1 Mobilis

30 joueurs touchent plus de 3 millions DA par mois

■ Trente joueurs du championnat de Ligue 1 Mobilis touchent un salaire de plus de 3 millions de dinars, selon le niveau des salaires des joueurs de la saison 2018-2019, contre 24 la saison dernière, soit une évolution de 25%.

Par Racim S.

Les salaires des joueurs de Ligue 1 de cette saison oscillent entre 1 million et plus de 3 millions de DA, a appris l'APS de la Ligue de football professionnel (LFP). Selon un rapport de gestion présenté à l'assemblée générale ordinaire de la LFP, 142 joueurs (36%) de Ligue 1 touchent 1 million DA cette saison (plus bas salaire), contre 40% lors de la saison 2017-2018. D'après la même source, les salaires des joueurs de Ligue 1 Mobilis sont repartis en six fourchettes : 112 joueurs gagnent entre 1,5 et 2,5 millions de DA, soit 28% du nombre total de joueurs du championnat, tandis que 29 joueurs (7%) touchent entre 2,5 millions de DA et 3 millions de DA contre 19 la saison dernière, soit une évolution de 52%. En championnat de Ligue 2, les plus hauts salaires varient entre 2 millions et 2,5 millions de dinars mais la majorité des salaires sont en-dessous de 1 million de dinars. Deux joueurs de Ligue 2 touchent entre 2 millions et 2,5 DA contre 5 la saison dernière (-60%), alors que le nombre de joueurs qui gagnent 1,5 million et 2 millions de DA a augmenté cette saison, passant de 16 à 25, soit une évolution de 56%. A noter que le nombre de

titcle 17 des règlements généraux de la Fédération algérienne de football, il a été procédé au règlement des indemnités de formation au profit des clubs pour un montant de 11 200 000 DA au titre de l'exercice 2018.

R. S./APS

Nominations

M^{me} Djazia Djeddou, nouvelle directrice générale par intérim de l'ANEP

LE CHEF de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a nommé, mardi, Mme Djazia Djeddou, directrice générale par intérim de l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), en remplacement de M. Amine Chikr, indique la Présidence de la République dans un communiqué. «Monsieur Abdelkader Bensalah, chef de l'Etat, a nommé, ce mardi 30 avril 2019, Madame Djazia Djeddou à la fonction de directrice générale par intérim de l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), en remplacement de M. Amine Chikr, dont il a été mis fin à ses fonctions», précise la même source. M^{me} Djazia Djeddou était cadre à l'ANEP avant sa nomination à ce nouveau poste.

Kamal Aissani, nouveau directeur général des Impôts

Par ailleurs, le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a nommé mardi M. Kamal Aissani au poste de directeur général des Impôts, en remplacement de M. Mustapha Zikara, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Monsieur Abdelkader Bensalah, chef de l'Etat, a nommé, ce mardi 30 avril 2019, M. Kamal Aissani, à la fonction de directeur général des impôts, en remplacement de M. Mustapha Zikara, dont il a été mis fin à ses fonctions», précise la même source. Lyes F.